



1er Mai 2026 : Pour le progrès social et la paix entre les peuples

Il n'y a pas de progrès social sans Paix !

Ce 1er mai est un message fort pour la paix entre les peuples, car sans paix, il ne peut y avoir de justice sociale durable. A rebours de la situation internationale, qui montre un impérialisme belliciste et nationaliste à l'œuvre, contre les populations d'Ukraine et de Russie, du Soudan, de Gaza, du Liban, d'Iran, et bien d'autres encore, l'intersyndicale rappelle que les travailleurs(es) et les populations, et parmi elles les plus faibles comme les enfants, sont toujours les premières victimes des conflits.

La paix est la condition indispensable de l'émancipation des travailleuses et travailleurs.

Après nous avoir volé deux ans de vie avec le passage de l'âge de départ à la retraite à 64 ans, et essayé de nous supprimer deux jours fériés, les macronistes alliés à la droite et à l'extrême droite et les représentants patronaux veulent aller encore plus loin en s'attaquant au 1er mai.

Le 1er mai n'est pas qu'une date sur le calendrier ; c'est le symbole mondial des conquêtes sociales ouvrières.

En France, le 1er mai est férié depuis 1947. Il commémore les grèves ouvrières de 1886 aux Etats-Unis, où des travailleurs réclamaient la journée de huit heures. C'était le début d'un mouvement international de luttes, quelques fois mortelles, en faveur des droits des travailleurs. Remettre en cause le principe de cette journée, comme a voulu le faire le Sénat, c'est remettre en cause plus d'un siècle d'histoire sociale et de conquêtes collectives.

Les organisations syndicales CGT, CFDT, FSU, Solidaires, UNEF et Union Etudiante s'opposent à toute tentative de remise en cause du 1er mai.

C'est notre histoire internationale et nationale, celle de grandes grèves, cette journée nous rappelle que nos droits (congés payés, sécurité sociale, réduction du temps de travail) n'ont jamais été des cadeaux, mais les fruits de luttes et de solidarité.

Nous sommes confrontés à une urgence sociale. Les salarié-es doivent pouvoir vivre dignement et non pas seulement survivre. Le coût de la vie asphyxie les travailleuses, les travailleur-ses, les étudiant-es et les retraité-es, alors que les dividendes progressent, sans remettre en cause les aides publiques versées aux entreprises. Pendant ce temps, la casse organisée des services publics fragilise l'accès à la santé, à l'éducation et aux transports sur nos territoires et notamment en milieu rural, qui devient un luxe alors qu'il devrait être le socle de l'égalité républicaine.

La jeunesse est aujourd'hui directement ciblée par les politiques gouvernementales. Entre les signaux inquiétants d'un retour à des dispositifs similaires au CPE, les attaques répétées contre l'université publique, plus fragilisée que jamais, et le renforcement d'un discours militariste, c'est toute une génération qui se voit menacée. Cette orientation politique tend à précariser les jeunes, les étudiant·e·s, à affaiblir leurs conditions d'étude et à les instrumentaliser, en les préparant non pas à un avenir émancipateur, mais à devenir les variables d'ajustement, voire la chair à canon, des choix politiques de demain.

À cela s'ajoute l'urgence écologique, dont les conséquences pèseront d'abord sur les jeunes générations, alors même que les choix politiques actuels restent largement insuffisants pour y répondre à la hauteur des enjeux.

Partout dans notre département, les luttes se multiplient sur les conditions de travail et l'accès aux services publics, que ce soient dans le soin comme le dénoncent les agents du CHU, du CESAME. Ou encore dans l'éducation nationale contre la fermeture de classe et la baisse des moyens. Dans le privé, les mobilisations sont fortes également pour alerter et pour de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaire. Ces mobilisations locales sont le moteur de la résistance. C'est ensemble, ici et maintenant, que nous faisons barrage à la résignation.

Entre réformes de l'assurance-chômage et fragilisation de nos systèmes de solidarité, le gouvernement s'obstine dans une logique de régression sociale qui précarise les plus fragiles. C'est pourquoi, tous ensemble, luttons contre les régressions et pour de nouvelles avancées sociales.

L'extrême droite est l'ennemie historique des travailleuses et des travailleurs. Sous un vernis social trompeur, son projet reste le même : la division, la stigmatisation et la casse du droit social. Elle n'a jamais été du côté des salariés lors des grèves ou des votes comme pour l'augmentation du SMIC, où elle a voté contre avec un gouvernement qui a lui-même fait adopter des lois anti-ouvrières et discriminantes, comme la loi immigration. L'intersyndicale réaffirme son attachement aux valeurs d'humanisme et de solidarité internationale.

Partout le poison de la division progresse, instrumentalisée, voire organisée par l'extrême droite et les médias des milliardaires. À l'inverse, les salariés avec leur syndicat, défendent la coopération et la solidarité concrète entre les travailleuses et travailleurs du monde entier. Plutôt que le moins-disant social et la mise en concurrence entre les salariés organisée par les multinationales dans leurs seuls intérêts, il nous faut agir pour l'amélioration des droits sociaux et environnementaux, ici ou à l'étranger.

Ce 1er mai doit être un message fort pour la paix entre les peuples, car sans paix, il ne peut y avoir de justice sociale durable. Par ailleurs, pas moins de 211 milliards d'aides publiques ont été versées aux grandes entreprises sans conditions (en 2023 selon l'enquête de 2 sénateurs), l'intersyndicale CGT, CFDT, FSU, Solidaires, UNEF et Union Etudiante exige que l'argent soit investi dans la vie, dans les écoles et les hôpitaux.

Le 23 Avril 2026

LES RENDEZ-VOUS EN MAINE-ET-LOIRE :

- ANGERS, 10H30 Place Louis Imbach

- CHOLET, 10h00 Place Travot

- SAUMUR, 10h30 Place Bilange

- SEGRE, 10h00 Place du Port